Cahier de doléances du Tiers État de Meyrueis (Gard)

Cahier des doléances de la ville et baronnie de Meyrueis, pour être remis à l'Assemblée de la sénéchaussée de Nîmes, par les députés du Tiers état de ladite ville, qui seront nommés par l'assemblée générale de la ville et communauté.

Qu'il est douloureux pour le peuple français d'avoir à faire des doléances ! Mais qu'il est doux à ce peuple, qu'une suite de malheurs a réduit à cette cruelle nécessité, de les porter aux pieds d'un monarque dont la bonté paternelle lui est connue, d'un monarque qui veut le bien de ses sujets, cherche à ¹ faire, désire sincèrement trouver des moyens pour les soulager et assurer leur bonheur.

Pénétré de ces vérités, l'ordre du Tiers de la communauté de Meyrueis charge ses députés :

1. De, en remettant le présent à l'Assemblée de la sénéchaussée de Nîmes, la prier de vouloir, en formant le cahier général des doléances, remercier très humblement Sa Majesté de ce qu'Elle a bien voulu convoquer les États généraux, et en la forme par Elle ordonnée ;
2. De demander qu'il soit délibéré, à l'Assemblée des États généraux, par tête et non par ordre, et en croisant les voix ;
3. De déclarer que la dette nationale, ayant été contractée sous la foi publique, l'honneur français exige qu'elle soit acquittée sans aucune diminution ni retenue ;
4. Que ladite dette ayant été contractée pour les besoins de l'État, il est de l'équité que tous les ordres qui le composent contribuent indistinctement à l'acquitter, ainsi qu'à contribuer à l'avenir à tous les subsides quelconques ; qu'en conséquence. Sa Majesté sera suppliée d'ordonner que les impositions réelles et personnelles seront réunies, pour ne former à l'avenir qu'une imposition réelle, et que la répartition en soit faite indistinctement sur toutes les terres ;
5. Que la répartition de cet impôt, pour le général du royaume, soit faite sur des tarifs proportionnels de province à province, arrêtés par les États généraux, ensuite par districts dans les États provinciaux ;
6. Que l'impôt ainsi réuni, il est essentiel d'établir un nouvel ordre de comptabilité pour le faire parvenir au trésor royal par une voie plus simplifiée, moins coûteuse, en supprimant partie des charges des receveurs, dont les droits diminuent la somme de l'impôt des deux tiers ;
7. Que, pour parvenir à ce but, l'administration provinciale des États de Languedoc étant vicieuse en général, et ne représentant aucun des ordres qui la composent, Sa Majesté sera suppliée d'en réformer la constitution, et d'accorder à cette province la forme de la constitution que sa bonté paternelle vient d'accorder au Dauphiné, en l'adaptant aux privilèges du Languedoc ;
8. Que tous ² citoyens indistinctement soient soumis aux lois, et ces lois simplifiées par la réformation du code civil et criminel, afin d'abréger les longueurs des procès et de diminuer l'énormité des frais ;
9. Que la liberté et les propriétés de tout citoyen soient respectées et mises sous la protection de ces lois acceptées par la Nation, et tous les abus d'autorité supprimés ;
10. Que les justiciables soient rapprochés de leurs justices souveraines ; que la justice soit rendue, dans tout le royaume, au nom du Roi, par arrondissements ; qu'il soit accordé, aux juges de ces arrondissements, le droit de juger, en dernier ressort, les causes dont les demandes n'excéderont pas 50 livres ; et dans ce

¹ le

² les

cas réduire les droits des officiers de justice à ceux qui leur sont actuellement attribués dans les justices seigneuriales ;

11. Que la vénalité des charges soit supprimée, afin de tarir la source d'une énormité d'abus ;

12. Que tous les tribunaux d'exception soient supprimés, et la connaissance des cas qui leur étaient réservés, attribués aux tribunaux ordinaires ;

13. Que, pour faciliter et encourager l'agriculture, la levée des milices soit supprimée, comme enlevant la classe d'hommes qui la fait fructifier ;

14. Que le Tiers état puisse aspirer, par ses vertus et ses talents, aux charges de justice quelconques et grades militaires, seul moyen d'entretenir, dans le cœur de tout Français, cet amour de la gloire et de la patrie qui le distingue de tous les autres peuples de l'Europe ;

15. Que les droits de contrôle, dont la perception est si arbitraire, par l'instabilité des règlements et des classes si indéterminées, soient soumis à un nouveau tarif, dont la perception y soit indiquée d'une manière si claire et précise, qu'elle soit même à la portée des habitants des campagnes ; et que Sa Majesté veuille puiser dans sa sagesse des moyens pour assurer au citoyen lésé une prompte restitution des droits qu'un système barbare, et très souvent le caprice d'un commis, l'ont forcé de payer ;

16. Que le commerce, qui fait fleurir l'État, soit délivré de toute entrave, en rendant l'exportation et ³importation de province à province libres, et ⁴transportant les droits de douane sur les frontières ; plan conçu par le vertueux ministre qui, de concert avec le Roi, travaille aujourd'hui à la régénération de la France ;

17. Que Sa Majesté sera suppliée de jeter un œil attentif sur les impositions levées sur les bêtes à laine. Elles paient la dîme des agneaux, de la laine et du fromage une taille appelée cabaliste, qui revient à 6 ou 7 sous, par bête, qui s'étend encore sur toutes les bêtes de somme, au point qu'un mulet paie 4 livres, et enfin une autre espèce d'imposition, qui est le sel, plus cher dans cette province que dans les provinces voisines ;

18. Que le seul revenu de ces cantons étant celui des bestiaux, le produit en est beaucoup diminué par la cherté du sel, circonstance particulière à cette province, et notamment aux habitants de cette contrée, privés de tout autre revenu, pour qui les grains n'en sont pas un, à cause des frais énormes de culture et de la difficulté de l'exportation ;

19. Que la communauté de Meyrueis a de particulier à presque toutes celles de la province que, contribuant de tous les temps aux frais de construction des chemins et édifices publics de la province et à leur entretien, ⁵est cependant privée de toute espèce de communication par le défaut de chemins, ⁶voit son commerce languir, quoique, par sa position, elle soit dans le cas d'en réclamer avec justice, pour vivifier son commerce, soit des jeunes mulets dont elle est l'entrepôt pour le Languedoc, la Provence et l'Espagne, soit des manufactures de laine et exportation de ses grains, et enfin des moutons qu'elle fournit aussi au Languedoc, ⁷la Provence, etc. Cette ville est d'ailleurs très bien habitée, puisqu'on y compte dans le moment douze chevaliers de Saint Louis, nombre d'autres officiers au service de Sa Majesté, des avocats et une bourgeoisie nombreuse.

20. Les habitants qui composent l'ordre du Tiers de cette communauté, ont encore à se plaindre d'un abus qui s'y est introduit depuis plusieurs années. Tout négociant, aubergiste, homme de métier, même les laboureurs et habitants des campagnes, indépendamment de leur cote d'industrie et capitation, paient un impôt appelé taille d'industrie dont la répartition est absolument arbitraire et si forte, qu'il est des particuliers cotisés jusqu'à 15 sous de compoix, qui donnent, année commune, au moins 10 livres. Ce compoix, qui est personnel et présente la vexation la plus odieuse, doit être supprimé, par cela seul qu'il aide à acquitter la taille des fonds, et n'est d'ailleurs fondé sur aucun titre qui puisse l'autoriser.

Enfin, il est donné pouvoir aux députés du Tiers de la présente communauté, de demander et requérir tout ce qu'ils trouveront nécessaire et convenable pour le bien et avantage de la province et du royaume.

³ l'

⁴ en

⁵ elle

⁶ et

⁷ à

Fait, clos et arrêté dans la salle, lieu accoutumé à tenir les assemblées de communauté.

A Meyrueis, le 11 mars 1789.